

LE SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a réuni à Rome, en novembre 1996, un *Sommet mondial de l'alimentation* auquel ont participé 186 pays. Ce Sommet est un élément important de l'effort mené pour rappeler à l'attention internationale qu'il est urgent de s'attaquer aux problèmes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Son Plan d'action s'est focalisé sur les moyens d'assurer à tous une sécurité alimentaire durable, ce qui est l'une des conditions indispensables à une bonne nutrition.

Le Plan d'action appelait à la création d'un contexte social et économique qui favorise la sécurité alimentaire et soulignait la contribution spéciale que les femmes peuvent apporter à la nutrition de la famille et de l'enfant, l'importance de l'allaitement maternel, et la nécessité particulière de donner priorité aux enfants – et surtout aux filles. D'autres nécessités étaient également mises en lumière : réduire les inégalités et la pauvreté, élaborer des politiques de développement rural viables et participatoires, adopter des politiques commerciales permettant d'assurer à tous la sécurité alimentaire. L'engagement a été pris de traduire dans la réalité le droit de tous les habitants du monde d'être à l'abri de la faim et de chaque être humain d'avoir accès à une nourriture adéquate.

n'utilisent pas toujours leur supplément de ressources pour augmenter sensiblement leur ration calorique, dans de nombreux pays la hausse des revenus a néanmoins débouché sur une consommation accrue d'aliments de meilleure qualité, généralement riches en protéines et en micronutriments – ces vitamines et minéraux nécessaires en très petite quantité, mais régulièrement, à une bonne nutrition.

Cependant, s'il faut reconnaître que la croissance économique contribue souvent à l'amélioration de la nutrition, elle n'est pas une condition nécessaire. Certains pays, comme la République-Unie de Tanzanie dans le cas décrit plus loin, ont accompli de remarquables progrès nutritionnels sans croissance économique sensible.

Nutrition et statut des femmes : l'une des conclusions importantes du rapport des Nations Unies est que dans les pays où le progrès nutritionnel a pris du retard par rapport à la croissance économique, la discrimination sociale à l'égard des femmes est une pratique commune. Au Pakistan, par exemple, la discrimination très répandue à l'égard des jeunes filles et des femmes explique les niveaux élevés d'analphabétisme féminin, le taux extrêmement fort de fécondité et l'espérance de vie inférieure des femmes. Ce pays connaît l'un des taux les plus élevés du monde pour la malnutrition des enfants, de même que pour l'insuffisance pondérale à la naissance (25%).

Pour certains experts, l'élévation de ces taux dans une grande partie de l'Asie du Sud est essentiellement due à des facteurs tels que le faible accès des femmes à l'éducation et leur niveau médio-cro d'emploi, par comparaison avec d'autres régions.

Au contraire, en Thaïlande, où la nutrition s'est remarquablement améliorée depuis 20 ans, les femmes sont très alphabétisées, elles

représentent une proportion importante de la main-d'œuvre, et elles jouent un rôle décisionnaire de premier plan dans la famille et la société.

Nutrition et dépenses dans le secteur social : les investissements en faveur de la santé, de l'éducation, de l'assainissement et autres secteurs sociaux – en insistant particulièrement sur l'accès des femmes et des jeunes filles à ces services – sont parmi les outils politiques les plus importants pour l'amélioration de la nutrition.

Comme mesure en faveur de la survie et du développement, l'UNICEF a soutenu l'Initiative 20/20, voulant que les pays réservent aux services sociaux de base au moins 20% de leur budget et les donateurs 20% de leur aide financière. La valeur de ces investissements devient de plus en plus évidente. On a par exemple observé à Sri Lanka et dans quelques autres pays que la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la nutrition sont beaucoup plus nettement liées à l'accroissement des crédits alloués à la santé publique qu'à la hausse globale des revenus.

Après l'accession du Zimbabwe à l'indépendance en 1980, les dirigeants ont mis en œuvre des politiques claires pour corriger le manque d'accès de nombreuses communautés aux services de base. Cela a entraîné une amélioration notable en matière de services de santé et de vaccination, de planification familiale et de toute une gamme de services éducatifs pour les pauvres – autant de déterminants importants des améliorations nutritionnelles dont le pays a bénéficié.

Les approches que nous venons de décrire sont toutes essentielles – et ont pour moteur le droit des enfants et des femmes à des ressources et des services adéquats.